

Le CLIO alerte sur la profonde crise politique, sociale, économique et morale que traverse Haïti depuis trois ans, et dont les premiers affectés sont la population haïtienne, notamment les plus vulnérables.

Port-au-Prince, le 21 juillet 2021 – Depuis l'été 2018, Haïti traverse une crise sans précédent marquée notamment par une insécurité alarmante, des indicateurs de développement humain au plus bas, et une grande fragilité économique. Kidnappings, affrontements inter-gangs, assassinats ciblés, massacres de civils, violations des droits humains sont devenus monnaie courante tout particulièrement dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), et ce dans un contexte d'impunité totale. L'assassinat tragique du Président Jovenel Moïse dans la nuit du 6 au 7 juillet s'ajoute à une série de crimes et de violences répétées et impunies.

Alors que plus de la moitié de la population haïtienne continue de vivre sous le seuil de pauvreté, le pays compte aujourd'hui environ 18 100 déplacés internes dont 14 700 l'ont été ces quatre dernières semaines, symbole de la flambée de violence et de l'insécurité actuelle. Parmi eux, des femmes, des filles, des enfants mais aussi des personnes âgées et handicapées, qui ont été contraints de quitter leurs foyers de Martissant et de Fontamara, pour se réfugier au Centre Sportif de Carrefour, à l'église St Yves ou encore à Delmas 103 pour y vivre dans des conditions déplorables et inacceptables, sans oublier les déplacés de Bel-Air et La Saline pour qui des solutions urgentes de relocalisation n'ont toujours pas été trouvées.

Dans ce contexte imprévisible et instable, où l'accès humanitaire est de plus en plus restreint, le CLIO craint que l'assassinat du Président ne plonge le pays dans plus d'incertitude et d'instabilité et ne vienne aggraver la situation d'insécurité, notamment avec de nouveaux quartiers qui tombent sous la domination des gangs alors que ces derniers contrôlent déjà un tiers de la ZMPP. Le CLIO craint également une exacerbation de la pression économique, entre autres conséquences du vide institutionnel occasionné par l'assassinat du Président, alors que le pays traversait déjà une profonde crise de gouvernance.

Le CLIO tient donc à partager trois messages clés :

- 1. Le CLIO déplore l'assassinat du président de la République Monsieur Jovenel Moïse** ainsi que l'attaque de son épouse Madame Martine Joseph Moïse dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021. Le CLIO présente ses condoléances aux membres de sa famille, à ses enfants ainsi qu'à l'ensemble de la société haïtienne. Le CLIO souhaite que **la lumière puisse être faite sur les circonstances de ce crime, ainsi que sur de nombreux autres actes criminels** perpétrés contre des citoyennes et citoyens haïtiens.
- 2. Le CLIO rappelle que les premières personnes affectées par cette crise sans précédent sont les plus vulnérables** qui, pour beaucoup, continuent de vivre dans des conditions inacceptables. Le CLIO invite donc les autorités et acteurs concernés à **assister et accompagner la population haïtienne en mettant en place des mécanismes de protection qui garantissent son bien-être, sa sécurité tout en respectant sa dignité**. Une attention particulière doit être accordée à des groupes spécifiques notamment les femmes cheffes de familles, les femmes enceintes, les enfants, les personnes âgées, les personnes déplacées, les personnes handicapées ainsi que les adolescentes et les filles qui assistent de manière impuissante à la détérioration de leurs conditions socio-économiques et à la violation de leurs droits humains. En ce sens, **le CLIO appelle tous les acteurs concernés, étatiques ou non étatiques, à sécuriser les droits de base de tous les citoyens sans distinction, à garantir l'accès humanitaire ainsi qu'à respecter le mandat des organisations œuvrant dans ce domaine**.
- 3. Le CLIO lance un vibrant appel aux différentes forces politiques nationales à travailler ensemble pour un retour rapide à l'ordre institutionnel à travers les mécanismes constitutionnels existants afin de soutenir les efforts socio-politiques de stabilisation du pays**. Il croit fermement que l'heure devrait être à la solidarité nationale autour des efforts de maintien de l'ordre institutionnel afin de créer un environnement sécuritaire pour la population d'une part, et d'autre part, de garantir une participation inclusive pour la stabilisation du pays, et ainsi redynamiser les principes et les valeurs d'une Haïti démocratique et prospère. Le pays vit une période exceptionnelle, toute décision adoptée par les diverses forces nationales, pourrait être cruciale pour son avenir et pour le sortir de cette impasse socio-politique. Toute sortie de crise va dépendre de la volonté et des choix des différents acteurs de la société haïtienne. Par ailleurs, le CLIO croit que les conditions actuelles font appel à une action citoyenne responsable, et à l'accompagnement de la communauté internationale tout en évitant l'ingérence pour la restauration de l'ordre constitutionnel en Haïti.

Le CLIO, à travers ses membres, renouvelle son engagement auprès de la population haïtienne, et appuie leurs initiatives visant un changement de paradigme pour un état de droit démocratique et un développement durable en Haïti.

Contact à Port-au-Prince :

Cadre de Liaison Inter-Organisations (CLIO) – coordonnatrice.cliohaiti@gmail.com

Ce communiqué est porté par le Cadre de Liaison Inter-Organisations (CLIO) qui regroupe à ce jour soixante et onze (71) organisations nationales et internationales. La vision du CLIO est celle d'une société civile haïtienne au sein de laquelle les organisations jouent pleinement leur rôle dans le développement humain, équitable et durable, en partenariat avec l'Etat et les autres acteurs privés.

Ce communiqué est aussi soutenu, de façon individuel, par les organisations membres suivantes :

